

Perspectives d'emploi en Méditerranée

Frédéric Blanc

Délégué Général, Femise

Version finale, février 2011

La présente section est consacrée à une question majeure pour l'évolution de la région euro-méditerranéenne, la question de l'emploi. Pour les pays du sud de la Méditerranée (nommés PM par la suite), il va s'agir dans les prochaines années de créer un nombre d'emplois décents sans précédent pour absorber le nombre croissant de nouveaux entrants sur les marchés du travail, l'actuelle forte proportion de jeunes inactifs et accroître sensiblement la participation féminine à l'activité économique. De son côté, la rive nord va faire face à un défi bien différent, inédit également, celui de maintenir leur dynamique économique et de création d'emplois dans un contexte où le nombre d'actifs va baisser. Quant aux pays des Balkans, ils sont actuellement dans une situation mixte, proche par leur activité de ce que l'on observe dans les PM, mais avec des perspectives démographiques identiques à celle de l'Europe.

D'un côté, la pyramide des âges au Sud se caractérise par une proportion de jeunes bien plus forte que la moyenne. Certes, les taux de croissance de la population ont fléchi, et il n'est plus guère de question de fertilité avec des taux proches de ceux du nord. Mais l'impact des taux de fertilité passés élevés se ressent maintenant, avec cette population jeune qui va se présenter d'ici à 2030 sur les marchés de l'emploi. De plus, les pays du sud ne peuvent plus se permettre d'aborder comme ils l'ont fait les décennies précédentes : les chiffres d'inactifs indiquent en effet clairement que cela n'a pas été efficace. D'un autre côté, la pyramide des âges va s'amincir dans les parties dites actives. Il reste certes des réserves d'actifs, notamment en développant le travail féminin ou en reculant l'âge de la retraite. Mais, il n'est pas envisageable de faire reposer sur ces deux piliers l'ensemble de l'effort, la réserve n'étant pas suffisante sans doute.

Comment ces défis vont pouvoir être relevés et vers quelle situation régionale s'orientent-on ? Le propos de cette section est de présenter la nature et la dimension de la question de l'évolution de l'emploi dans les 43 pays de la région à l'horizon 2030, les éléments clefs qui vont dessiner les évolutions possibles et les contours des situations envisageables en 2030.

La section est organisée en quatre parties :

1. La nature de la question de l'emploi à partir d'une présentation de la situation actuelle et des grandes tendances démographiques qui s'annoncent.
2. Le contenu en emploi de la croissance et la dualité des marchés du travail
3. La nécessité d'une meilleure adéquation de la formation et des compétences aux besoins des économies de la région.
4. Les grands scénarii probables en termes de création d'emploi à l'horizon 2030 en fonction d'évolutions clefs dans les relations euro-méditerranéennes.

1. Un contexte démographique tendu et un faible taux d'activité

On commencera par présenter la situation actuelle sur le plan de la démographie de la population active et la situation des marchés du travail dans la région de l'analyse qui comprend : les 10 pays du Partenariat Euromed (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie et Turquie) ; les 27 pays de l'Union Européenne ; et 6 pays des Balkans (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro et Serbie).

Cette région Euromed-Balkans forme un ensemble de 790 millions d'habitants en 2007, dont plus de 160 millions ont moins de 15 ans. Plus de 620 millions de personnes sont en âge de travailler (plus de 15 ans). Seulement 328 millions sont actifs, et 300 millions ont un emploi (Cf. Tableau 1).

Mais la répartition est très inégale entre les rives. Les pays méditerranéens représentent environ 1/3 de la population globale de la zone (34%), mais la moitié de la population jeune (49,8% des moins de 15 ans) et seulement le quart des employés (25,5%). En sens inverse, on peut voir que l'Europe propose aujourd'hui 7 emplois sur 10, mais ne compte que moins de la moitié des moins de 15 ans. Cette concentration des actifs d'aujourd'hui au nord, qui s'oppose aux actifs de demain majoritairement au sud est un premier facteur de tension pour l'ensemble de la région, dans la

mesure où ces espaces sont relativement cloisonnés. Symboliquement, on ne manquera pas de noter que dès aujourd'hui, la population des moins de 15 ans dans les PM dépasse celle de l'UE.

Tableau 1 : Aperçu démographique des marchés de l'emploi en 2007

2007	Totale***	dont moins de 15 ans	Part des moins de 15 ans	Population en âge de travailler (15 ans et +)	Population active ** [a]	Emplois **
PM (Med)	269 215 108	81 540 022	30,3%	187 675 086	83 463 607	74 810 990
UE27	494 488 654	77 976 021	15,8%	416 512 633	235 777 564	218 968 727
Balkans 1	23 836 823	4 332 617	18,2%	19 504 206	8 475 566	6 824 185
Total	785 267 185	163 280 900	20,8%	621 986 285	327 716 737	300 603 902

Sources: * UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections; ** ILO, LABORSTA Labour Statistics Database; *** Banque Mondiale, WDI online ; [a] :la population active est la somme des employés et des chômeurs. (1) Serbie hors Kosovo

Tableau 2 : Activité en 2007 en Méditerranée, en Europe et dans les Balkans

2007	Population en âge de travailler (15 ans et +)* [1]	Population active 2007** [2]	Nb de non actifs [3]=[1]-[2]	Taux d'activité [2]/[1]	Nb de Chômeurs [4]	Taux de chômage [4]/[2]	Nb de non actifs et de chômeurs [3]+[4]
PM	187 675 086	83 463 607	95 904 812	44,47%	8 652 617	11,57%	104 557 429
UE27	416 512 633	235 777 564	180 735 069	56,61%	16 808 837	7,68%	197 543 906
Balkans 1	17 798 566	8 475 566	9 323 000	47,62%	1 651 381	24,20%	10 974 381
	621 986 285	327 716 737	285 962 881	52,69%	27 112 835	8,27%	313 075 716

Sources : * UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections, **ILO, LABORSTA Labour Statistics Database ; (1) Serbie hors Kosovo

En observant le tableau 2 qui synthétise les grands agrégats des marchés de l'emploi, on peut identifier d'autres facteurs de tensions locaux. En Méditerranée, on relèvera trois facteurs de tension :

✓ Le très important nombre de jeunes en dessous de 15 ans, qui espèrent avoir un emploi et qui viendront grossir l'offre de travail. Les moins de quinze ans représentent, en effet, 81,5 millions de personnes pour une population totale de 269 millions : un méditerranéen de la rive Sud sur trois a moins de 15 ans. Et le nombre de jeunes, ceux qui chercheront un emploi demain, dépasse le nombre actuel d'emplois formels.

✓ Le décalage entre le nombre de personnes qui pourraient vouloir avoir un emploi et le nombre d'emplois formels offerts (187 millions de personnes de plus de 15 ans dont 173 millions d'actifs potentiels de 15 à 65 ans comparés aux 74 millions d'emplois actuellement offerts). De fait le taux d'activité des 15 ans et + est inférieur à 50%. Moins d'un méditerranéen du sud sur 2 en âge de travailler est effectivement actif. Ainsi, 96 millions de personnes en âge de travailler ne sont pas sur le marché de l'emploi. Un nombre conséquent reste actif dans l'informel, véritable stratégie de survie, mais se trouve donc de fait en marge des dispositifs sociaux de protection.

✓ Le nombre de chômeurs qui dépasse 8,5 millions de personnes, c'est-à-dire le nombre de personnes qui ont travaillé dans le secteur formel et qui ne le peuvent plus. Ce nombre, qui correspond à un taux de chômage officiel de 11,6%, ne tient pas compte du chômage déguisé lié au sous-emploi, ni des conditions d'inscription des chômeurs. Il est donc probablement sous-estimé.

Côté européen, la situation est moins contrastée, mais n'en recèle pas moins de 3 facteurs de tension :

✓ Un taux de chômage encore élevé dans de nombreux pays. Même lorsque les taux restent largement inférieurs à ceux expérimentés dans de nombreux pays en développement, les opinions publiques considèrent encore le chômage comme l'un des plus importantes priorités politiques. Cela implique naturellement que l'importation d'actifs est encore une chose assez peu concevable pour ces mêmes opinions publiques.

✓ Une disparité des situations avec des taux de chômage variant de 3,5% à 11% et des taux d'activités allant de 48,5 à 65% (hors Luxembourg). Face à de telles disparités, il est évident qu'il sera difficile d'imaginer des modifications structurelles valables et acceptées sur l'ensemble de l'Europe. De plus, dans un marché du travail normalement ouvert, de telles variations sont symptomatiques du cloisonnement de facto.

✓ Un ratio actifs/non actifs qui fait peser les plus grandes menaces sur les systèmes de retraites et de protection sociale. Ces systèmes restent majoritairement fondés sur les cotisations

des travailleurs. Dès lors, les pays européens ont également besoin d'augmenter les taux d'activités, surtout dans les pays où ils sont bas.

Le Contexte Euromed, d'aujourd'hui à 2030 : les évolutions des populations actives

En examinant les tableaux 3 et 4, basés sur les prévisions du scénario médian des Nations Unies, on peut observer l'ampleur des tensions qui vont aller s'accroissant. De 2007 à 2030, la population en âge de travailler (plus de 15 ans) va augmenter dans l'ensemble de la zone de plus de 100 millions de personnes. Mais, 84% de ces travailleurs potentiels supplémentaires seront sur les rives sud. De fait le rapport Europe/Méditerranée en termes d'actifs potentiels va dans les 20 prochaines années passer de 70/30% à 60/40%. Pour la rive sud, ces 87 millions d'actifs potentiels supplémentaires représentent bien plus que les emplois formels aujourd'hui offerts.

Tableau 3 : Population de 15 ans et plus 2000-2030 dans Euromed et Balkans

	2000	2007	2020	2030
PM	157 652 462	187 675 086	236 451 924	274 362 500
UE27	398 814 493	416 512 633	428 570 690	432 427 178
Balkans 1	19 039 016	19 504 206	19 878 546	19 708 616

Source : UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections (Medium Variant Scenario); (1) Serbie incl. Kosovo

Tableau 4 : Evolution de la population par strate d'âge 2007-2030

milliers	2007	2030	2007	2030	2007	2030
	15-65	15-65	25-65	25-65	15-80	15-80
PM	173 895	242 661	119 893	185 123	185 908	269 731
UE27	331 958	311 805	271 023	258 303	394 753	397 127
Balkans 1	16 201	15 094	12 676	12 490	18 902	18 719
Total	522 054	569 560	403 592	455 916	599 563	685 577

Source: UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections (Medium Variant Scenario); (1) Serbie incl. Kosovo

A contrario, l'Europe va perdre des actifs potentiels, perte pouvant d'ici à 2030 dépasser les 20 millions, à moins de prolonger l'âge légal de la retraite jusqu'à 80 ans. On observe en effet que l'UE 27 comptera 20 millions de personnes de 15-65 de moins, dont 13 dans la tranche 25-65. Pour que la population en «âge de travailler» reste stable, il faudrait élargir cette population au 15-80 ans.

Côté Balkans, la situation globale est à mi-chemin entre la Méditerranée sud et l'UE. Si l'Albanie par la structure de sa population et les statistiques de son marché du travail est dans un modèle « sud », les autres pays sont plutôt dans une situation européenne. En outre, les tendances démographiques sont clairement à la décroissance de la population, plaçant la région sur une dynamique identique à celle de l'UE. Dans toutes les strates d'âges définissant la période possible d'activité, la population d'actifs potentiels sera en baisse.

Partant de situations largement différentes, l'UE et les pays méditerranéens partagent pourtant un objectif commun pour les 20 prochaines années : accroître les taux d'activités et le nombre des actifs. Pour les uns, il s'agit de maintenir la dynamique de création d'emploi et de l'économie en général ; pour les seconds de permettre à la population jeune de trouver un emploi, de maintenir un contexte social en équilibre et d'améliorer dynamiquement l'économie et le niveau de vie. Ce qui rend complémentaire les 2 zones est que dans un contexte de proximités géographiques et humaines, les ressources de l'une sont celles dont l'autre a besoin : l'UE possède les débouchés en emplois pour les actifs plus nombreux du sud et le sud justement les actifs dont l'UE aura besoin.

2. Le contenu en emploi de la croissance et la dualité des marchés du travail

La capacité des économies à créer des emplois repose fondamentalement dans la nature du régime de croissance à l'œuvre. La croissance économique, et donc la création d'emploi, découle de la quantité accumulée des facteurs de productions (le capital physique et le capital humain) et les façons dont ils sont mobilisés ensemble pour obtenir une production donnée, façons qui peuvent également générer une croissance de production à travers la productivité des facteurs (PGF). Pour que toutes les potentialités jouent à plein, les économies doivent être bien dotées et/ou

performantes. En ce qui concerne la Méditerranée, la dynamique de l'emploi est marquée par le faible apport à la croissance globale de la PGF et un secteur informel trop prégnant.

a. la qualité de la relation emploi-croissance et l'importance de la productivité des facteurs

Côté sud de la Méditerranée, la simple observation des statistiques des marchés de l'emploi tend à indiquer une relation croissance-emploi qui ne fonctionne pas d'une façon satisfaisante dans le contexte donné. Pourtant, si l'on calcule l'élasticité de l'emploi à la production (estimation de la croissance de l'emploi correspondant à chaque point de croissance de PIB), les PM affichent des performances relativement bonnes. S'il semble que les PM ont pu atteindre un taux important de création d'emplois en raison de leur croissance économique, en moyenne 4/5% ces dernières années, cette image est trompeuse. D'abord, les estimations diffèrent notablement entre pays, ensuite elles sont très instables dans le temps. Au final, sur période longue, on ne peut que souligner l'insuffisance du contenu en emploi de la croissance, puisqu'il est insuffisant pour absorber les nouveaux entrants tout en intégrant plus d'actifs potentiels sur les marchés formels.

Pourquoi la qualité de la relation emploi-croissance est insuffisante et si instable? Sans doute essentiellement parce qu'une partie des emplois créés ne le sont pas dans les secteurs les plus dynamiques, ni sur les métiers dynamiques, secteurs et métiers qui peuvent impulser les changements structurels nécessaires. Il est clair que pour la dynamique économique, la création d'un poste dans l'administration n'aura potentiellement pas les mêmes effets dynamiques d'entraînements que la création d'un poste d'ingénieur-marketing, dans la mesure où moins d'autres postes et secteurs profiteront d'effets induits dans le premier cas par rapport au second. En clair, ces emplois contribuent peu à la croissance du PIB, et les fortes élasticités observées ne reflètent pas une utilisation efficace de la main d'œuvre. Il n'est naturellement pas question de dire que certains postes ne sont pas créateurs de valeur par rapport à d'autres, mais plutôt qu'ils sont moins créateurs d'effets positifs en dehors de leur sphère. De fait, c'est bien dans la structure des emplois créés, dans la proportion des emplois porteurs de dynamiques nouvelles, de changements par rapport aux emplois « normaux » que réside le problème de la relation emploi-croissance en Méditerranée, dans certains pays des Balkans et d'Europe. Dans le calcul économique standard, c'est la question de la « Productivité Globale des Facteurs » dite PGF. Il s'agit en fait de toute la croissance du produit qui n'est pas imputable à la croissance des facteurs, c'est à dire de l'emploi et du capital physique. Schématiquement, si une économie voit sa PGF augmenter substantiellement, elle bénéficiera d'une croissance de l'activité supérieure à la « normale », regain d'activité dont une partie se convertira à son tour en termes d'emplois. Pour ce qui concerne les PM, l'amélioration de la relation emploi-croissance, essentiellement dans le sens d'une meilleure qualité et durabilité dans le moyen terme, passe par une amélioration des gains de productivité dans l'économie.

La question de la PGF sera également au cœur de la dynamique européenne, bien que pour des raisons différentes. Comme nous l'avons souligné, la PGF est à l'origine de la croissance qui n'est pas due à l'accumulation des facteurs. L'évolution démographique de l'Europe indique clairement que le facteur travail va devenir dans les années à venir le facteur rare. Dans tous les cas, avec une population vieillissante, les pays européens ne pourront plus compter sur un baby-boom pour continuer leur croissance économique, bien au contraire. Les actifs et leur compétences vont devenir rares et l'accumulation du capital physique par l'investissement ne pourra guère combler seule les manques. Dès lors, la croissance durable aura deux grandes sources : les gains de productivité et l'importation d'actifs par les migrations.

b. l'informalité

Avec une part évaluée à 30 à 40% de l'emploi total, le secteur dit « informel » est particulièrement développé dans les PM. Et si l'on observe les taux d'activité formels particulièrement bas dans les Balkans, il ne fait guère de doute que ces économies possèdent également d'importants secteurs informels. Le développement de l'emploi informel est pour partie le résultat du manque d'opportunités de travailler dans le secteur formel compte tenu de la part d'inactifs dans la population en âge de travailler. Pour une autre partie, c'est le résultat de « stratégies de survie » adoptées par les personnes en situation de pauvreté qui ne peuvent se permettre d'être « sans emploi ». Dans les pays émergents comme les PM, la présence du secteur informel peut avoir des côtés positifs. En permettant de trouver des alternatives à des situations d'extrême pauvreté, ce secteur devient gage de stabilité sociale. Il est susceptible, en outre, de jouer un rôle d'incubateur où se développent des compétences et des entreprises, avant que les individus et les firmes puissent rejoindre le secteur formel en tirant profit de l'accumulation réussie. Toutefois, un tel rôle

« positif » ne peut jouer qu'à la condition qu'existe une bonne mobilité entre informel et formel dont, malheureusement, il n'existe guère d'indices dans les PM. Elaborer les conditions d'une telle mobilité sera sans aucun doute une des clefs de transformation des marchés du travail dans les années à venir.

Il s'agira en même temps de remédier aux trois plus importants problèmes issus de l'existence d'un important secteur informel : (i) du point de vue des travailleurs, on observe malheureusement que peu d'emplois décents y sont offerts. De plus, en Méditerranée comme en Europe, les systèmes de protection sociale fondent leur prestation sur le fait d'avoir des emplois formels, ce qui en exclut une large partie de la population. Si les pays européens ont pu mettre en place des systèmes touchant ces populations, cela n'est pas le cas au Sud et dans les Balkans ; (ii) Les entreprises du secteur informel n'ont qu'un accès limité aux technologies modernes, aux capitaux et à un certain nombre de biens et de services fournis par les pouvoirs publics. C'est un manque qui les empêche de croître, et pour l'économie globale, qui ne permet pas de faire jouer à plein les potentiels de productivité qui existent dans ces entreprises. Pour autant, elles concurrencent également certaines entreprises locales évoluant dans le formel et cette distorsion de concurrence ne permet pas une allocation efficace des ressources ; (iii) Pour les gouvernements enfin, les budgets publics se voient amputés de ressources fiscales qui pourraient être affectées de façon à optimiser le fonctionnement global. En outre, les politiques publiques et les réformes voient leur impact diminué dans la mesure où elles n'affectent pas les activités situées à l'extérieur du système légal. Ainsi, pour les Balkans et les pays du sud, dont les taux d'activités sont inférieurs à 50%, la majorité des personnes en âge de travailler ne sont pas concernées par les mesures prises concernant les marchés du travail.

3. Une meilleure adéquation de la formation et des compétences aux besoins de l'économie, une nécessité pour revitaliser les marchés du travail

Il est bien évident que l'une des clefs de l'évolution de l'emploi dans la région Euromed réside dans la formation du capital humain. L'éducation initiale est concernée. Mais, elle ne peut à elle seule rapidement modifier une situation actuelle marquée par un faible retour sur investissement du secteur. Les changements doivent également concerner ceux qui sont déjà sortis du système éducatif de base et ceux qui travaillent déjà, notamment dans l'informel. Au cœur des changements potentiels se trouvent donc la formation professionnelle et la formation continue.

En quelques décennies, les PM ont fait de remarquables progrès sur le plan de l'éducation. Mais ces progrès ne se sont guère retrouvés avec la même ampleur sur les marchés du travail. On observe ainsi un fort pourcentage de la force de travail de niveau d'éducation secondaire, qui ne parvient pas à trouver d'emplois de façon aiguë dans certains pays. Le taux de chômage relativement élevé des diplômés indique non seulement la faiblesse du retour sur l'investissement dans le capital humain, mais surtout l'inadaptation de la formation à la demande émanant des marchés du travail. L'enjeu de la période à venir va donc être d'améliorer très sensiblement l'adéquation de la formation avec le besoin des économies, non seulement au niveau local, mais également au niveau de la région euroméditerranéenne compte tenu des masses de populations en jeu.

Observant la situation sous l'angle de l'employabilité, le premier constat à faire est en relation avec les orientations d'éducation choisies. On aura observé en effet dans les PM l'importance des sciences sociales et des matières littéraires par rapport aux matières scientifiques et techniques. En moyenne près des deux tiers des diplômés délivrés dans le secondaire concernent les matières littéraires ou en sciences humaines. En cela, la situation diffère sensiblement des pays d'Asie orientale. D'autant que, dans le même temps, les matières scientifiques et les études d'ingénieurs attirent moins (plus de 10 points de pourcentage d'écart). On considère pourtant aujourd'hui que le développement économique repose sur l'innovation technologique et l'adaptation et l'on a souligné le rôle moteur de la productivité des facteurs. Cela naturellement donne un rôle fondamental aux enseignements scientifiques et techniques dans la question de la croissance économique.

Pourquoi cette sous-représentation des filières scientifique et technique ? On peut considérer qu'elle est la traduction d'une politique de recrutement des diplômés d'université par la fonction publique. Ceci tend à désavantager le secteur privé au détriment du secteur public et à créer un biais contre-productif avec deux effets importants : (i) le secteur privé, moins attractif, a du mal à obtenir les compétences dont il a besoin ; (ii) les plus hauts diplômés ont intérêt soit à attendre un emploi public (faisant partie des chômeurs), soit à migrer vers d'autres marchés du travail pouvant leur offrir des emplois compatibles avec leur niveau d'éducation. Au niveau de l'économie globale, il est évident qu'il en résulte un niveau plus bas de PGF dans la région, avec de plus faibles perspectives de croissance de cette PGF, non pas dues à une moindre qualité des systèmes

d'éducation des pays, mais plutôt à un problème d'allocation non efficace des ressources humaines, qui conduit à ne réaliser qu'une fraction de la PGF potentielle.

L'éducation générale n'est pas le seul mécanisme de développement du capital humain. L'amélioration rapide aujourd'hui de l'adéquation de l'éducation avec les besoins du marché du travail passe par un plus grand recours (et une revalorisation) du rôle de la formation professionnelle et de la formation continue. Cela implique en outre une modification des systèmes de reconnaissance des capacités, non plus seulement fondés sur les diplômes, mais aussi sur les compétences. L'objectif de progrès en la matière est d'entraîner les marchés du travail à allouer plus efficacement le capital humain. La formation professionnelle continue est de ce point de vue un outil déterminant pour permettre aux personnes de progresser et de valoriser leur expérience, ce qui va encourager la mobilité. Quant à la notion de compétence, vue comme la capacité à faire quelque chose de façon satisfaisante dans une situation concrète donnée, elle apparaît comme une notion plus adaptée à une offre de travail dont il faut accroître la mobilité, dans des économies possédant une large part d'informel, dans lequel existe un vivier non utilisé d'expériences et de savoir-faire.

4. Scénarios pour l'emploi

Cette dernière section va décliner trois scénarii d'évolution d'emplois dans les 3 zones. Elle commence d'abord par établir des points de repère, fonction de l'évolution durant la dernière décennie de l'emploi en Europe et dans les PM, avant la crise 2009/2010, puis présente les grands contours de 3 évolutions possibles.

a. Evolution récente et perspectives pour les PM

Entre 2005 et 2007, le nombre d'emplois dans les PM s'est accru à un rythme annuel de +2%, soit environ 1,2 millions d'emplois par an. Ces chiffres tiennent compte de l'évolution très négative observée en Turquie (-600 milliers d'emplois entre 2005 et 2007). Pour les 9 autres pays, dans la période 2004-2007 qui précède la sévère crise actuelle, le rythme annuel dépasse les 3,5% par an, soit environ 1,8 millions d'emplois créés par an. Ce chiffre doit néanmoins beaucoup aux performances de l'Egypte sur la période.

Les PM ne connaîtront pas dans cette période de problème de manque de main d'œuvre au niveau global de l'économie. Leur défi est au contraire d'absorber dans cette période un afflux de population cherchant un emploi hérité de la dynamique démographique de la génération précédente. Ce n'est plus une question de démographie mais bien d'activité économique.

Dans ce contexte, on rappellera 2 objectifs de création d'emplois à atteindre d'ici à 2030 : (i) le nombre d'emplois nécessaires pour que l'actuelle structure du marché formel de l'emploi puisse être maintenue (maintien à leur niveau du taux d'activité et du taux de chômage) ; (ii) le maintien du nombre d'inactif au niveau 2007, de façon à assurer un contexte de paix sociale.

PM 2007-2030	Nbre d'emplois créés entre 2007 et 2030 (Miers)	Taux annuel Nbre annuel Mios	Population Active (Miers)	Emplois (Miers)	Chômeurs (Miers)	Nbre inactif (Miers)	Taux d'activité	Taux de chômage
Maintien des ratios	34 236	1,7% 1,49	121 707	109 047	12 660	152 656	44,4%	10,4%
Maintien du rythme 2005/2007	62 616	2,7% 2,72	150 836	137 427	13 409	123 526	55,0%	8,9%
Maintien du nombre de non employés	94 994	3,7% 4,13	180 171	169 805	10 366	94 191	65,7%	5,8%

Le maintien des ratios actuels imposera aux PM de créer 34 millions d'emplois dans les 20 prochaines années, soit environ 1,5 millions d'emplois l'an. C'est un objectif qu'ils ont pu atteindre sur l'ensemble de la dernière décennie, mais qui aboutirait en 2030 à la présence sur les rives sud de plus de 150 millions de personnes sans activité. Comme nous l'avons souligné, ils sont même actuellement sur un rythme plus élevé qui, s'il se prolongeait jusqu'à 2030, permettrait la création de 62 millions d'emplois (environ 2,7 millions par an en moyenne). On constaterait alors un bond de près de 10 points dans le taux d'activité (soit 30 millions d'actifs de plus que dans le scénario précédent). Cela ne serait toutefois pas encore suffisant pour que le nombre absolu de non employés n'augmente pas. Pour un tel objectif, il faudra pour les PM créer 95 millions d'emplois soit plus de 4 millions par an.

b. Evolution récente et perspectives pour l'UE27

En ce qui concerne les 27 pays de l'Union Européenne, le rythme annuel a varié de 1,5% (2000-2008) à 2% (2005-2007). Cela représente la création chaque année de 3 à 4 millions d'emplois. On notera que dans les deux cas, l'effet de la crise est absent, qui, selon Eurostat, a conduit à la destruction de plus de 4 millions d'emplois en 2009.

Compte tenu toutefois du déclin démographique européen, il est nécessaire de se donner des hypothèses d'activités maximales en Europe. Dans cette première approche, nous avons fixé un taux d'activité maximal en Europe de 79,5% qui correspondrait au fait qu'en 2030, toutes les personnes (hommes et femmes) âgées de 25 à 80 ans en 2030 seraient actives. De même, nous faisons une hypothèse de taux de chômage minimum, dit frictionnel, et estimé à 5%.

Munis de ces hypothèses, on peut illustrer les problèmes potentiels dus au déclin démographique : l'Europe sera incapable de maintenir le rythme de création d'emplois observé entre 2005 et 2007, ni même celui connu de 2000 à 2008.

UE 2007-2030	Nbre d'emplois créés entre 2007 et 2030 (Miers)	Taux annuel* Nbre annuel* Mios	Population Active (Miers)	Emplois (Miers)	Chômeurs (Miers)	Nbre inactif (Miers)	Taux d'activité	Taux de chômage
Maintien du rythme 2000/2008	61 850	1,1% 2,69	297 617	280 819	16 797	134 810	68,8%	5,6%
Maintien du rythme 2005/2007	78 305	1,3% 3,40	314 221	297 274	16 948	118 206	72,7%	5,4%

*plafonnement inclus

Dans le premier cas, l'Europe parviendrait à créer 78 millions d'emplois (portant le nombre d'emplois à 297 millions) et attendrait un taux d'activité record de 72,7% (aucun pays européen excepté le Luxembourg ne dépasse les 65% actuellement) et un taux de chômage très bas de 5,5%. 17 des 27 pays de l'UE seraient concernés par les plafonds fixés et donc touchés par des problèmes de manque de main d'œuvre (qui impliquera inmanquablement un recul très important de l'âge de la retraite). Mais, sans le plafonnement par pays, le potentiel de création en prenant les taux des années 2005-2007 atteindrait 42 millions d'emplois supplémentaires. Une fois les plafonds par pays appliqués, le taux annuel n'est plus de 1,97% et 4 millions d'emplois par an, mais seulement de 1,3% et 3,4 millions d'emplois par an. Même le trend long observé pendant la décennie 2000 (2000-2008) ne pourra être reproduit. Dans ce second cas, l'Europe créerait tout de même 62 millions d'emplois, avec un taux d'activité de 69% et un taux de chômage de 5,6%. Mais là encore, 11 des 27 pays sont concernés par les plafonds appliqués et au final 14 millions d'emplois potentiels ne pourraient être pourvus. Ces deux chiffres permettent de mesurer l'impact de l'effet démographique en termes d'emplois non pourvus.

c. Evolution récente et perspectives pour les Balkans

Les performances économiques des Balkans ont été instables pour le moins durant la décennie. Si l'on se réfère à la période la plus récente (2006-2008), on peut estimer le rythme annuel de création à 2,7% l'an, soit environ 180 000 emplois par an.

Balkans 2007-2030	Nbre d'emplois créés entre 2007 et 2030 (Miers)	Taux annuel* Nbre annuel* Mios	Population Active (Miers)	Emplois (Miers)	Chômeurs (Miers)	Nbre inactif (Miers)	Taux d'activité	Taux de chômage
Chômage à 1 chiffre et taux d'activité > 50%	2 326	1,3% 0,10	10 119	9 150	969	9 590	51,3%	9,6%
Balkans 2030 = UE 2007	3 476	1,8% 0,15	11 157	10 300	857	8 552	56,6%	7,7%
Balkans 2007 = UE 2020	5 154	2,5% 0,22	12 811	11 978	833	6 898	65,0%	6,5%

Comme le montre le tableau précédent, si le rythme moyen se maintient, les Balkans pourront très sensiblement réduire leur chômage sous les 10%, tout en accroissant leur taux d'activité au-delà des 50%. Cela nécessiterait la création de 2,3 millions d'emplois dans les 20 prochaines années, soit environ 100 000 par an. La tendance actuelle serait même compatible avec la création des 3,4 millions d'emplois nécessaires pour que les Balkans en 2030 affichent les mêmes statistiques d'activité et de chômage que l'UE27 en 2007. Il faudra toutefois accélérer le mouvement et dépasser les 220 emplois par an pour réduire encore l'écart avec l'UE telle qu'elle serait en 2030.

Sur la base de ces grands repères, on peut décliner trois scénarii, fonction de la façon dont les trois zones de la région peuvent converger vers des objectifs communs ce qui induira différentes dynamiques économiques. Concernant le marché du travail, l'élément majeur d'inflexion sera constitué par un certain décloisonnement des marchés du travail, autant nord-sud que sud-sud, qui permettrait (ou non) une accélération de la compétitivité et de la productivité globale des facteurs avec un effet d'entraînement sur le taux d'emploi. Ces trois grands scénarios ont déjà été décrit et plus ou moins détaillés par ailleurs, on se bornera ci-après à dresser les évolutions possibles qu'ils entraîneraient sur les marchés formels du travail.

Scénario bas, « crise de la Méditerranée continentale » : le Partenariat Euromed ne progresse plus et se restreint à une zone de libre-échange concernant majoritairement les produits industriels, sans avancées dans les services ou l'agriculture. Aucune stratégie n'est mise en place de façon à utiliser les complémentarités pour résoudre les difficultés structurelles. Globalement, la productivité globale n'enregistrerait pas une forte variation de son rythme et les taux d'emplois resteraient faibles.

✓ **En Méditerranée :** On observe peu de progression dans l'intégration sud-sud et l'absence de progrès importants en termes de productivité qui laisse la spécialisation des pays dans les produits de gamme inférieure. Le taux d'emploi (pourcentage d'emplois sur la population totale) ne croît qu'aux rythmes les plus faibles enregistrés ces dernières décennies. Les taux d'activités restent donc généralement inférieurs à 50% en reculant en moyenne de quelques points. Le chômage officiel est stabilisé autour des 12%, mais l'essentiel de l'activité reste informel. Avec seulement 1,2 Mios d'emplois créés en rythme moyen annuel, les indicateurs sociaux stagnent au mieux. Au sein des pays, les clivages préexistants en termes de dynamiques s'approfondissent encore et face à cette dynamique pauvre en emplois, les tensions sociales persistent.

✓ **En Europe,** la dynamique économique se heurte aux problèmes démographiques. Les politiques migratoires continuent à être axées sur la minimisation des flux. La gestion du déclin démographique ne se fait que par les réserves d'activité, essentiellement le recul des âges de retraites : là, à moins de pousser la retraite à 80 ans, le potentiel de croissance se heurte au manque de main d'œuvre. On observe sur les marchés européens de l'emploi une hausse générale des taux d'activité, et une baisse des taux de chômage, qui se rapprochent chacun près des plafonds physiques. Malgré tout apparaissent des manques de mains d'œuvre dans certaines régions, qui limitent le potentiel de croissance. Au sein de l'Europe, entre bloc continental et Europe Latine, il est clair que cette dernière perdra davantage à un scénario de recul de l'Euromed. Dans un tel cas, c'est essentiellement la répartition de l'emploi qui varierait, au profit de l'Europe du nord et de l'est et au détriment de l'Europe du sud. Si globalement, le rythme reste à 0,7% ou 1,7 Mios par an, l'Europe Latine souffrirait plus dans ce scénario avec un rythme annuel de 0,3% seulement, soit + 220 000 emplois/an. Les taux d'activité y seraient plus faibles qu'au nord (53,5% contre 62,8% en moyenne), et le taux de chômage plus élevé (7,7% contre 6,4%).

✓ **Dans les Balkans,** la situation se normaliserait. Certains pays se rapprochent de l'Europe, mais commencent à connaître les mêmes difficultés structurelles concernant la main d'œuvre dans certains secteurs. Néanmoins l'activité dépasse légèrement les 50% et les taux de chômage sont réduits de moitié.

2007-2030 Crise de la Méditerranée Continentale	Nbre d'emplois créés entre 2007 et 2030 (Miers)	Taux annuel Nbre annuel Mios	Population Active (Miers)	Emplois (Miers)	Chômeurs (Miers)	Nbre inactif (Miers)	Taux d'activité	Taux de chômage
Les PM peinent à maintenir un l'équilibre du marché du travail pourtant socialement insatisfaisant	28 600	1,42% 1,24	117 322	103 411	13 804	157 040	42,8%	11,8%
L'Europe peine à exprimer son	34 292	0,63% 1,49	270 480	253 261	17 219	161 948	62,5%	6,4%

potentiel et se continentalise									
Stabilisation des Balkans	1 957	1,10% 0,08	9 947	8 781	1 166	9 762	50,5%	11,7%	

Scénario « Désinflation compétitive » : Le processus Euromed et l'UpM progressent sur certains dossiers sensibles : d'abord sur les services et l'agriculture, mais également dans une certaine mesure sur le plan humain avec des conditions de mobilité allégées, quoique encore marquées par des limites. Une partie du gap européen est allégée par des actifs des PM et des Balkans, ce qui engendre dans ces zones des effets dynamiques de croissance. Mais cela ne suffit pas à intégrer la zone, dont les pays jouent une concurrence locale pour progresser dans un contexte mondiale qui n'est guère lui non plus marqué par la coopération. Certains PM et certains pays européens en profitent très favorablement, mais cela se compense globalement par d'autres pays qui stagnent.

✓ **En Méditerranée :** les taux d'activités croissent plus franchement et le nombre d'emplois créés annuellement atteint les plus hauts connus dans les années 2000, mais seulement pour certains pays. Au niveau régional, il se créerait légèrement plus de 2 millions d'emploi par an. Mais ces progrès ne touchent pas l'ensemble des pays ce qui peut impliquer que le contexte reste socialement très instable en certains endroits. De fait, cela amoindrit également le potentiel des pays les plus dynamiques. Globalement, le chômage baisse encore à des niveaux proches de l'Europe du Sud aujourd'hui et les taux d'activité progresse, bien qu'en moyenne le taux moyen reste sous les 50%. De fait, le nombre absolu de sans emplois (non actifs et chômeurs) progresse largement pour dépasser les 140 millions, un nombre incompatible avec une situation sociale stable. Pour les pays les plus dynamiques, un flux de migration s'établit avec l'UE, et les retours de ces migrants profitent au tissu économique local. Mais face à un nombre d'inactifs très important, le potentiel est bridé par un contexte sécuritaire persistant sur le plan de la circulation des hommes et des compétences dans l'Euromed.

✓ **En Europe,** la migration circulaire et temporaire avec les PM permet de combler partiellement les déficits démographiques, mais de façon limitée. L'Europe a ouvert aux produits agricoles, en contrepartie d'une meilleure ouverture des PM aux services. Cela ouvre de nouvelles perspectives de marché, même si le niveau de vie au sud de la Méditerranée ne s'accélère pas à une vitesse entraînant une réelle convergence. Dans les deux blocs de l'Europe, plusieurs pays profitent de cette course à la productivité. Par effet de croissance, l'emploi global progresse plus vite, malgré la logique de substitution capital/travail. Le taux annuel moyen atteindrait quasiment les 0,9% (soit 2,1 Mios d'emplois par an), entraînant le Taux d'activité au-dessus des 65% et le taux de chômage sous les 6%. Ces taux témoignent de la tension sur les marchés de travail européens et des soucis de mains d'oeuvre : 5 pays auraient des taux d'activité excédant les 75% (2 sont même plafonnés), 8 autres ont des taux d'activité au-dessus de 70%. Côté Europe Latine, le taux annuel atteint les 0,7% ce qui représente +608 000 emplois/ans. Le taux d'activité monte à 58,3% et le chômage baisse à 6,3%.

✓ **Les Balkans** profitent également de ce processus dans lequel ils prennent part. Ils comblent grâce à une meilleure dynamique économique leur retard sur les marché du travail par rapport au voisin Européen. Les taux d'activité atteignent en 2030 la situation actuelle de pays du sud de l'UE, comme la Grèce ou l'Italie, bien que le taux de chômage reste sensiblement élevé.

2007-2030 Scénario « Désinflation compétitive »	Nbre d'emplois créés entre 2007 et 2030	Taux annuel Nbre annuel Mios	Population Active	Emplois	Chômeurs	Nbre inactif	Taux d'activité	Taux de chômage
Les PM bénéficient d'une embellie sur les marchés du travail. Ils approchent le niveau 2007 de l'UE	47 098	2,15% 2,05	133 036	121 909	12 113	141 327	48,5%	9,1%
L'Europe bénéficie d'un apport d'actif qui limite la baisse des actifs	48 250	0,87% 2,1	283 710	267 219	16 490	148 717	65,6%	5,8%
Les Balkans convergent rapidement	2 536	1,4% 0,11	11 466	9 360	1 105	9 243	53,1%	10,6%

Scénario « convergence euroméditerranéenne » : En établissant au niveau régional Euromed les 4 libertés mises en place dans l'Union, les 3 espaces arrivent à créer cette zone de paix et

prospérité recherchée dès 1995. Des actions de formations sont menées à l'échelle Euromed (création d'un socle de base commun, réseau euromed de formations professionnelles et de reconnaissance et accréditation des compétences, Erasmus Med, ...). Elles font converger les indicateurs de marchés de l'emploi, avec un effet moteur permettant des taux de création d'emplois calés pour chaque partenaire sur les meilleures performances. Ce scénario profondément coopératif permet de profiter pour l'ensemble des zones de gains de productivité globale des facteurs, qui permet de soutenir leur compétitivité à un coût social bien plus faible. L'effet est renforcé par une convergence plus rapide des niveaux de vies, qui permet, notamment à l'Europe Latine, de profiter de marchés de consommation émergents et profonds. L'intégration se réalisant également dans le sens transversal sud-sud, les partenaires méditerranéens bénéficient de ces marchés qui, source d'économie d'échelles importantes, permettent à leur tour des gains de productivité qui ne s'appuient pas sur un bridage des emplois.

✓ **Dans les PM**, les taux d'activités et les taux de chômage sont équivalents à ceux de l'Europe Latine aujourd'hui. Il y a à ce moment-là plus d'actifs formels que d'inactifs et les taux de chômage sous les 9% sont la règle. Avec plus de 2,5 millions d'emplois créés chaque année, socialement, la différence est grande : les perspectives offertes localement deviennent suffisantes pour limiter l'exode des cerveaux. Pour les migrants, la question du retour devient pertinente ce qui transforme les formes de migrations qui deviennent plus circulaires. Les PM profitent de ces retours d'une façon assez similaire à l'exemple coréen des années 60, ce qui insuffle une dynamique économique cumulative. Les niveaux de vie s'élèvent transformant les marchés locaux en marchés économiquement intéressants. Les progrès de l'intégration sud-sud font d'ailleurs que cette progression profite également aux PM eux-mêmes. Avec une convergence des niveaux de vie visible et perçue par les populations, le contexte social est bien plus stable.

✓ **En Europe**, entre dynamique économique et immigration, les marchés de l'emploi sont proches du plein emploi. Les manques de main-d'oeuvre peuvent être sectoriels, mais rarement importants puisque les compétences sont disponibles dans les rives sud. L'immigration soutient également une forte consommation interne et les cotisations payées par les actifs immigrés permettent de réduire le recul des âges de retraites. Le potentiel de croissance reste à ces plus hauts niveaux des années 2000. L'effet marché s'ajoute à l'effet productivité, lequel, en misant sur l'économie de la connaissance, modère l'effet substitution. Pour l'Europe, la période est faste et l'on retrouve un taux de création d'emploi proche de celui de la décennie 2000's sur longue période : 1,2% par an soit +3 millions d'emplois par an. La contrepartie est une tension certaine sur le marché du travail : le taux d'activité dépasse en moyenne les 70%. En fait, 18 des 27 pays ont franchit les 70%. Le taux de chômage s'approche d'un seuil frictionnel à 5,6%. Il est clair que sans un apport migratoire, les tensions pèseraient sur la compétitivité via le manque de compétence et la pression de salaires hauts. L'Europe Latine profite bien entendu de cette tendance et le taux de création d'emplois est équivalent à celui de la moyenne européenne (1,3%) , ce qui représente +1,2 mios emplois/an, portant le taux d'activité à 66,1% et le taux de chômage à 6,0%.

✓ **Les Balkans** ont encore accéléré leur convergence avec l'Europe et leurs indicateurs (activité et chômage) comme leur performance sont au niveau de l'Europe Latine aujourd'hui.

2007-2030 Scénario « convergence euroméditerranéenne »	Nbre d'emplois créés entre 2007 et 2030	Taux annuel Nbre annuel Mios	Population Active	Emplois	Chômeurs	Nbre inactif	Taux d'activité	Taux de chômage
PM	59 846	2,6% 2,60	145 886	134 657	11 229	128 477	53,2%	7,7%
Europe	67 088	1,2% 2,92	303 019	286 057	16 961	129 409	70,1%	5,6%
Balkans	2 895	1,5% 0,13	10 601	9 719	882	9 107	53,8%	8,3%